

## NEGOCIATIONS WALLONNES

## Di Rupo veut économiser sur les écoles

**Les représentants des enseignants se succèdent auprès d'Elio Di Rupo et Benoit Lutgen. Il est question de restrictions.**

Les efforts budgétaires auxquels sera confrontée la Fédération Wallonie-Bruxelles au cours de la prochaine législature pourront difficilement épargner les frais de personnel, a estimé le directeur du Secrétariat général de l'enseignement catholique Étienne Michel, lundi à l'issue d'une rencontre avec les présidents du PS et du cdH.

Le président en titre du PS Elio Di Rupo « a été très clair sur l'existence de difficultés financières sérieuses pour la Communauté française », a commenté M. Michel (SeGEC), évoquant le chiffre de

150 millions d'euros d'économies structurelles annuelles cité par Le Soir.

Les frais de personnel représentant 87 % du budget de l'enseignement, « on ne voit pas comment » faire des économies sur les seuls 13 % restants (subventions de fonctionnement et financement des bâtiments scolaires), a ajouté le chef de la coupole de l'enseignement catholique.

La Fédération Wallonie-Bruxelles avait réalisé sous la précédente législature (2009-2014) quelque 965 millions d'euros d'économies sur ses dépenses, notamment via le gel de crédits dits facultatifs, le gel des dotations aux organismes d'intérêt public, des économies sur le nouveau système de départ anticipé (DPPR) des enseignants, mais aussi sur les moyens de fonctionnement des écoles. Après cette « désindexation » des subventions de fonctionnement, « il n'y a plus de marge de manœuvre », selon M. Michel.

Du côté de l'enseignement officiel, on souligne plutôt la possibilité d'économiser sur le redoublement, très onéreux en termes d'encadrement professoral. Cela générerait des économies utilisables pour la remédiation des élèves, a commenté Roberto Galluccio, administrateur délégué du CPEONS (Conseil des pouvoirs organisateurs de l'enseignement officiel neutre subventionné).

#### La réforme pensions vise d'abord les enseignants

Cette piste est prisée aussi par le banc syndical, qui s'est présenté en front commun pour défendre ses 12 priorités communes. Eugène Ernst (CSC, chrétien) fait observer que la proposition avancée la semaine dernière par la commission de réforme des pensions vise en premier lieu les enseignants.

« On prépare la population à la suppression du DPPR et peut-être aussi du congé maladie », a renchéri Joan Lismont (Setca enseigne-

ment libre, socialiste). Insistant à son tour sur l'utilité budgétaire de faire reculer le redoublement en améliorant la remédiation, Pascal Chardome (CGSP, socialiste) en a appelé à une prise de conscience sur le long terme de la nécessité de réformer le système de l'enseignement, qui a à ses yeux démontré son inefficacité.

Les syndicats ont rappelé que le PS et le cdH avaient fait de l'enseignement une priorité dans leurs programmes électoraux et leur ont confirmé le refus catégorique de toute politique d'austérité pour l'école. Mais face au silence sur les chiffres budgétaires des présidents de partis, les syndicats disent être « restés sur leur faim ».

Elio Di Rupo, Paul Magnette et Benoit Lutgen – qui était accompagné lundi du président provisoire du parlement wallon Maxime Prévot – poursuivront leurs consultations du monde enseignant mardi après-midi au parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles. ■